

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 Place de la République  
CS70527  
28019 Chartres

Chartres, le 19/06/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **AXEREAL**

36 Rue de la Manufacture  
CS 40639  
45160 Olivet

Références : IC250381 - VAT20250265  
Code AIOT : 0010000166

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/06/2025 dans l'établissement AXEREAL implanté 57, Rue de la Résistance 28700 Auneau-Bleury-Saint-Symphorien. L'inspection a été annoncée le 19/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

- suites de la précédente inspection du 27/06/2024 ;
- action nationale points chauds.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AXEREAL

- 57, Rue de la Résistance 28700 Auneau-Bleury-Saint-Symphorien
- Code AIOT : 0010000166
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

D'après le dernier porter à connaissance du 1er février 2022, relatif à la vente de l'entreprise ex-Ethicon par AXEREAL, le site de la SCA AXEREAL, localisé à Auneau-Bleury-Saint-Symphorien, abrite notamment :

- une activité de stockage et négoce de céréales (rubrique 2160) classée sous le régime de l'**Autorisation** pour les silos verticaux et autres installations, d'une part, et de l'**Enregistrement** pour les silos plats, d'autre part ;
- une activité de stockage d'engrais liquide (rubrique 2175) classée sous le régime de la **Déclaration** ;
- une activité de stockage de produits phytopharmaceutiques, dont le volume maximal est limité à 100 t, classée sous le régime de la **Déclaration**, au titre des rubriques 4110, 4120, 4130, 4140 et 4510 ;
- une activité de stockage d'engrais solides classée sous le régime de la **Déclaration**, au titre des rubriques 4702-II,III et 4702-IV ;
- une activité de collecte tri et regroupement de déchets, relevant du régime de la **Déclaration** au titre des rubriques 2710-2, 2714 et 2718.

Les activités exploitées par la SCA AXEREAL à Auneau-Bleury-Saint-Symphorien sont réglementées par les arrêtés préfectoraux des 5 août 2002, 19 mai 2005 et 21 juillet 2008.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN25 Travaux et points chauds
- Risque incendie
- Risque surpression/projection

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Rétention des aires et des locaux de travail	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Article 1er - Annexe § 2.9	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
2	Elimination des poussières	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	20 jours
15	Système de détection automatique d'incendie et	Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.1 et 4.3.2	/	Demande d'action corrective	30 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	alarme				

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Permis de feu	AP Complémentaire du 21/07/2008, article 14	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Rétentions	AP Complémentaire du 21/07/2008, article 9.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
5	Identification des zones à risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	/	Sans objet
6	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Sans objet
7	Interdiction d'apporter du feu	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Sans objet
8	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	/	Sans objet
9	Plan de prévention	Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1	/	Sans objet
10	Dispositions du plan de prévention	Décret du 07/03/2008, article /	/	Sans objet
11	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	/	Sans objet
12	Travaux et sous traitance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		63		
13	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	/	Sans objet
14	Surveillance fin de travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Rétention des aires et des locaux de travail

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article Article 1er - Annexe § 2.9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention des aires et locaux de travail
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 27/06/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 15/01/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le sol des aires de stockage extérieur et des magasins de stockage, de chargement et de déchargement est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>Pour le stockage d'engrais relevant de la rubrique « 4702-II ou 4702-III », le sol doit être légèrement incliné, de façon à faciliter l'écoulement et le refroidissement rapide d'engrais fondu, en cas d'accident. Si les écoulements sont récupérés dans des caniveaux, ceux-ci sont placés à une distance suffisante du magasin de stockage de façon à ne pas confiner de l'engrais fondu à haute température.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constat VI du 27/06/2024 :</b></p> <p>Pour mémoire, dans le cadre de la visite 13 juin 2023, l'inspection des installations classées a conclu que les éléments transmis par l'exploitant permettent de justifier que la rétention des eaux d'extinction du magasin engrais sont prises en charge.</p>

Elle a cependant demandé à l'exploitant de justifier du volume de cette fosse de récupération par rapport au point 4.3.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006.

L'arrêté ministériel du 6 juillet 2006 fixe le volume d'eau requis pour la défense incendie de cette installation. En application de la D9A, l'exploitant doit être en capacité de définir le volume de la rétention associée aux activités de stockage d'engrais solides qu'il exploite à Auneau.

Non-conformité associée au PdC n°2 de la visite d'inspection du 27 juin 2024 : Justifier de l'adéquation de la rétention disponible au volume susceptible d'être généré en cas d'accident dans le bâtiment de stockage des engrais, en indiquant à l'inspection le volume maximal d'effluent susceptible d'être généré par un tel événement. Dans le cas où la fosse ne permet pas de contenir l'ensemble des eaux d'extinction, l'exploitant doit justifier de la destination du volume des eaux non confinées dans cette fosse.

#### **Réponse de l'exploitant :**

Par courrier du 13 janvier 2024, l'exploitant a déclaré avoir demandé l'avis du SDIS 28 afin d'examiner les scénarii possibles et d'estimer de manière approximative la quantité d'eau nécessaire pour maîtriser un incendie impliquant la quantité maximale de stockage des rubriques contraignantes, et ce dans le scénario le plus défavorable.

Suite à cette consultation, une estimation théorique de la quantité d'eau requise sera établie. Si cette étude révèle que la rétention actuelle est insuffisante pour contenir les effluents, l'exploitant envisagera de réduire les quantités de stockage des rubriques contraignantes.

#### **Analyse de l'inspection :**

La réponse de l'exploitant n'est pas satisfaisante. Une évaluation du volume de la rétention existante est à réaliser, ainsi que celui du volume d'eau pluviale de ruissellement drainé en phase accidentelle.

L'arrêté ministériel du 6 juillet 2006 fixe le volume d'eau requis pour la défense incendie de cette installation. En application du guide APSAD D9A, l'exploitant doit être en capacité de définir le volume de la rétention associé aux activités de stockage d'engrais solides qu'il exploite à Auneau.

L'AD9A reste à compléter et les modalités de retenue des eaux potentiellement polluées à définir. Un échéancier de réalisation des travaux associés et de la mise en place des moyens à mettre en œuvre y compris les consignes et/ou procédure est à joindre à la réponse.

#### **Inspection du 03/06/2025 :**

Le jour de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection un calcul relatif au dimensionnement du volume de rétention requis pour contenir, en phase accidentelle, les effluents liquides potentiellement pollués, y compris les eaux liées à la défense d'un incendie au niveau de son stockage d'engrais solides à base de nitrate d'ammonium, selon les modalités fixées par le guide APSAD D9A. Or, celui-ci est erroné, puisque les surfaces collectées ne sont pas prises en compte dans le calcul.

Le dimensionnement de la rétention reste à compléter et les modalités de retenue des eaux potentiellement polluées à définir.

Outre ces aspects, l'exploitant ne dispose pas d'un plan des réseaux aqueux de son établissement. Un échéancier de réalisation des travaux associés et de la mise en place des moyens à mettre en œuvre y compris les consignes et/ou procédure est à joindre à la réponse.

#### **Constat :**

- L'exploitant n'est pas en capacité de justifier de l'adéquation de la rétention disponible au volume susceptible d'être généré en cas d'accident dans le bâtiment de stockage des engrais, en indiquant à l'inspection le volume maximal d'effluent susceptible d'être généré par un tel

<p><b>évènement ;</b></p> <p><b>- L'exploitant n'est pas mesure de fournir le plan des réseaux.</b></p> <p>La non-conformité associée au PdC n°2 de la visite d'inspection du 27 juin 2024 est donc maintenue.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p><b><u>Le dimensionnement de la rétention reste à compléter et les modalités de retenue des eaux potentiellement polluées à définir. Un échéancier de réalisation des travaux associés et de la mise en place des moyens à mettre en œuvre y compris les consignes et/ou procédure est à joindre à la réponse.</u></b></p> <p><b><u>L'exploitant transmettra à l'inspection, le plan des réseaux.</u></b></p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 60 jours</p>

#### N° 2 : Elimination des poussières

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Nettoyage des installations</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 27/06/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 15/01/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b><u>Constat VI du 27/06/2024 :</u></b></p> <p>Présence de dépôts de poussières d'épaisseur supérieure au critère du guide silos aux étages de la tour de manutention du silo 1.</p> <p><b><u>Réponse de l'exploitant :</u></b></p> <p>Par courrier du 13 janvier 2025, en réponse à ce constat, l'exploitant a déclaré avoir procédé au nettoyage de la partie du silo observée empoussiérée le jour même de l'inspection. Une photographie justifiant du nettoyage effectif est jointe au courrier précité du 13 janvier 2025.</p>

**Inspection du 03/06/2025 :**

La visite in-situ a permis de constater un fort empoussièrement au niveau du rez de chaussée et R+1 de l'ancien séchoir associé au silo n°1.

Ce constat récurrent est inacceptable et traduit l'absence de mise en œuvre, à une fréquence adaptée, d'opérations de nettoyage.

La limitation des émissions et des dépôts de poussières, à un seuil convenable permettant de réduire fortement la fréquence d'occurrence de l'explosion, ne peut être obtenue sans une sensibilisation du personnel aux risques présentés par les poussières. De plus, une organisation de l'exploitation prenant en compte cet aspect (conception et maintenance des installations, procédure de nettoyage) est à mettre en place.

Les procédures de nettoyage mises en place doivent donc préciser les fréquences de passage dans les installations et les consignes de nettoyage, et faire référence au registre de suivi que les opérateurs doivent compléter systématiquement. Et lors des phases d'exploitation intensives des installations (moissons...), des consignes particulières peuvent être prévues au sein de ces procédures pour accroître cette fréquence de nettoyage. Ces paramètres peuvent faire varier le niveau de confiance des mesures de maîtrise des risques.

La non-conformité est reconduite.

**Constat : Présence d'un fort empoussièrement au niveau de la tour de l'ancien séchoir associé au silo n°1.**

La non-conformité associée au PdC n°3 de la visite d'inspection du 27 juin 2024 est donc maintenue.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 20 jours

**N° 3 : Permis de feu**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 21/07/2008, article 14

**Thème(s) :** Risques accidentels, Permis de feu

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 27/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 15/01/2025

**Prescription contrôlée :**



<p>Le permis de feu [...] rappelle notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• [...]</li> <li>• les consignes de surveillance et de fin de travaux dont la fréquence et la durée sont fixées par l'exploitant.</li> <li>• [...]</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b><u>Constat VI du 27/06/2024 :</u></b>  Le permis de feu établi le 17 juin 2024 par AXERREAL au profit de l'entreprise CMM, relatif à des réparations de silos ne comportait pas l'heure de fin de travaux, et ne permettait pas de tracer le respect de la durée minimale avant la ronde postérieure aux travaux déterminés, par l'exploitant.</p> <p><b><u>Réponse de l'exploitant :</u></b>  Par courrier du 13 janvier 2025, l'exploitant a déclaré avoir fait évoluer la consigne du permis de feu, comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 ronde immédiatement après la fin du travail par point chaud,</li> <li>• 1 ronde 2h après la fin de travail par point chaud,</li> <li>• tous les travaux par point chaud, le jour même, dans des zones différentes feront l'objet d'un permis de feu individuel pour chaque zone,</li> <li>• bannir le permis de feu hebdomadaire.</li> </ul> <p>Il a également planifié, en date du 28 janvier 2025, une formation du personnel habilité à renseigner les permis de feu lorsqu'un travail par point chaud est nécessaire.</p> <p><b><u>Inspection du 03/06/2025 :</u></b>  Le jour de la visite, l'exploitant a présenté les évolutions apportées aux permis de feu.  L'inspection note que tous travaux par point chaud, effectués le jour même, dans des zones différentes font l'objet d'un permis de feu individuel pour chaque zone.  Le contrôle par sondage des permis de feu délivrés le 25/03/2025, au profit de la société CMM, pour des travaux de réparation du BD6 au niveau de la passerelle du silo 2 et du TC3 au niveau de la cave (avec disqueuse, meuleuse) n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection.  Par ailleurs, l'inspection a contrôlé le plan de formation du donneur d'ordre du site d'Auneau, le responsable de site. Celui-ci n'appelle pas de remarque particulière de la part de l'inspection.</p> <p><b><u>Constat : Pas d'écart constaté.</u></b>  La non-conformité associée au PdC n°4 de la visite d'inspection du 27 juin 2024 est donc levée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Rétentions

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/07/2008, article 9.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux et des sols</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 27/06/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 15/01/2025</li> </ul>

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 100% de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>• 50% de la capacité des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Pour les stockages en récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250L, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50% de la capacité total des fûts ;</li> <li>• dans les autres cas, 20% de la capacité totale des fûts ;</li> <li>• dans tous les cas, 800L minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800L.</li> </ul> <p>[...] Les capacités de rétention sont étanches aux produits qu'elles pourraient contenir résistent à l'action physique et chimique des fluides et peuvent être contrôlées à tout moment. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b><u>Constat VI du 27/06/2024:</u></b></p> <p>Les rétentions vues étaient d'apparences anciennes. Leur étanchéité et l'adéquation de leur volume n'étaient pas disponibles.</p> <p>Constat : Vérifier l'étanchéité et le volume de rétention du local de stockage d'AD Blue et de gazole.</p> <p><b><u>Réponse de l'exploitant :</u></b></p> <p>Par courrier du 13 janvier 2025, l'exploitant s'est engagé à mettre en place les rétentions nécessaires pour contenir les produits en cas de fuite.</p> <p>Une réorganisation du local visité est envisagée pour réduire les risques et les probabilités de fuite.</p> <p><b><u>Inspection du 03/06/2025 :</u></b></p> <p>L'exploitant a présenté les rétentions mises en place pour les stockages d'AD Blue et de gazole. Ces rétentions n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'inspection.</p> <p><b><u>Constat : Pas d'écart constaté.</u></b></p> <p>La non-conformité associée au PdC n°5 de la visite d'inspection du 27 juin 2024 est donc levée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Identification des zones à risque**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Locaux à risque
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence</p>

<p>d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci.</p> <p>Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b><u>Inspection du 03/06/2025 :</u></b></p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection un plan qui identifie les zones à risque. Ce plan permet de localiser les différentes installations du site et signale les risques associés à chaque installation notamment les zones ATEX et les zones présentant un risque d'incendie. Ces zones sont identifiées par des pictogrammes de dangers. Le plan est affiché et accessible à l'ensemble du personnel.</p> <p>La visite de l'ancien séchoir du silo 1 et des bâtiments de stockages d'engrais (nouveau bâtiment et ancien), a permis à l'inspecteur de constater la présence d'une signalisation rappelant l'interdiction de fumer.</p> <p>D'autre part, l'exploitant dispose de consignes communes au groupe coopératif AXEREAL incluant notamment les consignes de prévention incendie, d'urgences, de nettoyage etc...</p> <p><b><u>Constat : Pas d'écart constaté.</u></b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Consignes d'exploitation**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Consignes d'exploitation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel [...]</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin : [...]</p> <p>- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b><u>Inspection du 03/06/2025 :</u></b></p> <p>L'exploitant a établi des consignes d'exploitation et de sécurité pour l'ensemble des sites du groupe coopératif AXEREAL.</p> <p>Ces consignes sont affichées dans les lieux fréquentés par le personnel, sur le site AXEREAL</p>

<p>Auneau et tenues à la disposition de l'ensemble du personnel sur l'Intranet de la société.</p> <p><b>Constat : Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Interdiction d'apporter du feu**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Interdiction de feu</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Inspection du 03/06/2025 :</b></p> <p>L'exploitant indique que "<i>toutes interventions dans les installations (silos, magasins engrais, phytos, en extérieur ou intérieur ...) susceptibles de créer un point chaud, du fait de l'utilisation de matériels à risque : chalumeau, meuleuse, engin thermique ...</i>" conduisent à la délivrance d'un permis de feu. Ces consignes sont rappelées au dos de chaque permis feu.</p> <p>L'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion telles que dans le silo 1 et au niveau des bâtiments de stockages des engrais, est affichée à l'entrée du bâtiment qui abrite l'installation.</p> <p>Le plan de prévention de coordination et de sécurité rappelle qu'il est interdit de fumer ou de vapoter sur le site, les salariés devront fumer à l'extérieur du site ou dans les zones fumeurs si elles sont clairement identifiées.</p> <p><b>Constat : Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 8 : Travaux**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Permis de feu</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;</li> <li>- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;</li> </ul> <p>[...]</p> <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention</p>

défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.

**Constats :**

**Inspection du 03/06/2025 :**

Le plan de prévention de coordination et de sécurité signé entre l'exploitant et l'entreprise extérieure précise (page 12/16) que "*l'établissement d'un permis de feu est obligatoire pour toute intervention pouvant générer un point chaud : soudure, meulage, découpage, travaux à risque circuit électrique, etc ...*"

Au dos de chaque permis de feu ces consignes sont rappelées. En effet, le permis de feu précise que "*toutes interventions dans les installations (silos, magasins engrais, phytos, en extérieur ou intérieur ...) susceptibles de créer un point chaud, du fait de l'utilisation de matériels à risque : chalumeau, meuleuse, engin thermique ...*"

La délivrance d'un permis de feu est réalisée pour chaque intervention, pour chaque tâche et par jour.

À l'issue de l'intervention ainsi que 2h après, une ronde doit être effectuée.

Tous les travaux exécutés par des prestataires extérieurs font l'objet d'un plan de prévention qu'ils soient réguliers ou non.

Les entreprises intervenant régulièrement signent un plan de prévention 1 fois par an. Les autres entreprises non répertoriées signent un plan de prévention par intervention.

**Constat : Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Plan de prévention**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 19/03/1993, article 1

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Obligation plan de prévention

**Prescription contrôlée :**

Un plan de prévention est établi par écrit dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article R. 4512-7 du code du travail pour les travaux dangereux ci-après énumérés :  
[...]

4. Travaux effectués sur une installation classée faisant l'objet d'un plan d'opération interne en application de l'article 17 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.

[...]

**Constats :**

**Inspection du 03/06/2025 :**

L'installation dispose d'un plan de prévention de coordination et de sécurité (version 22 - 2023) commun à tous les sites AXEREAL.

Ce plan de prévention est signé :

- annuellement pour les sous-traitants qui interviennent régulièrement sur les sites AXEREAL ;
- à chaque intervention pour les sous-traitants qui interviennent ponctuellement, en cas de non disponibilité d'un intervenant régulier par exemple.

<p>Ce plan d'intervention précise la nature des risques rencontrés ainsi que les mesures de prévention et de protection.</p> <p>Le plan identifie les travaux dangereux et définit des procédures.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection un plan de prévention signé par la société extérieure CMM le 10/01/2025.</p> <p>Ce plan de prévention n'appelle pas de remarque particulière de la part de l'inspection.</p> <p><b><u>Constat : Pas d'écart constaté.</u></b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Dispositions du plan de prévention**

<b>Référence réglementaire :</b> Décret du 07/03/2008, article /
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu du plan de prévention
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article R.4512-8 du Code du travail</p> <p>Les mesures prévues par le plan de prévention comportent au moins les dispositions suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. La définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;</li> <li>2. L'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;</li> <li>3. Les instructions à donner aux travailleurs ;</li> <li>4. L'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet par l'entreprise utilisatrice ;</li> <li>5. Les conditions de la participation des travailleurs d'une entreprise aux travaux réalisés par une autre en vue d'assurer la coordination nécessaire au maintien de la sécurité et, notamment, de l'organisation du commandement.</li> </ol>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b><u>Inspection du 03/06/2025 :</u></b></p> <p>Le plan de prévention de coordination et de sécurité précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la nature des risques rencontrés ainsi que les mesures de prévention spécifique et de protection ;</li> <li>• les travaux dangereux et définit des procédures et consignes ;</li> <li>• les instructions à donner aux travailleurs ;</li> <li>• l'organisation des secours et la signalisation des événements.</li> </ul> <p>La consultation des plans de prévention associés aux permis de travaux examinés n'appelle pas de remarque particulière de la part de l'inspection.</p> <p><b><u>Constat : Pas d'écart constaté.</u></b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Travaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Permis de feu
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;</li> <li>- l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;</li> </ul> <p>[...]</p> <p>Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b><u>Inspection du 03/06/2025 :</u></b></p> <p>Le contrôle par sondage des permis de feu délivrés le 25/03/2025, au profit de la société CMM, pour des travaux de réparation du BD6 au niveau de la passerelle du silo 2 et du TC3 au niveau de la cave (avec disqueuse, meuleuse) n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection. Ces permis mentionnent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la réception par l'exploitant et le représentant de l'entreprise extérieure des travaux prévus ;</li> <li>• l'objet de l'intervention et la zone de travaux par point chaud ;</li> <li>• le matériel utilisé : poste à arc, disqueuse, meuleuse et perceuse ;</li> <li>• les risques signalés dans la zone de travaux par point chaud : ici en zone ATEX ;</li> <li>• les précautions à mettre en œuvre dans la zone de travaux par point chaud ;</li> <li>• la validité du permis de feu (date/heure de début, fin et contrôle 2h après).</li> </ul> <p><b><u>Constat : Pas d'écart constaté.</u></b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 12 : Travaux et sous traitance**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Sous traitance</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b><u>Inspection du 03/06/2025 :</u></b></p> <p>La consultation du plan de prévention de la société CMM daté du 10/01/2025 associé aux permis</p>

de travaux examinés datés du 25/03/2025 n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection. Le plan de prévention signé entre les parties précise (p13/16) notamment que "*l'emploi de personnel intérimaire, saisonnier ou en CDD pour réaliser des travaux dangereux est interdit. Si l'entreprise extérieure souhaite malgré tout utiliser ces personnels, ils devront recevoir au préalable une formation renforcée, adaptée aux risques présentés par les installations et aux travaux à réaliser. L'entreprise utilisatrice devra en être préalablement informée.*"

**Constat : Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées : Sans suite**

#### N° 13 : Formation du personnel

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Formation

**Prescription contrôlée :**

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.

**Constats :**

**Inspection du 03/06/2025 :**

L'exploitant a indiqué qu'une formation est réalisée auprès de l'ensemble des personnels du site. L'inspection a consulté le plan de formation du responsable de site.

Ce plan de formation n'appelle pas de remarque particulière de la part de l'inspection.

**Constat : Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées : Sans suite**

#### N° 14 : Surveillance fin de travaux

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Fin de travaux

**Prescription contrôlée :**

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant, dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Elle fait l'objet d'un enregistrement.

**Constats :**

**Inspection du 03/06/2025 :**

Le contrôle par sondage des permis de feu délivrés le 25/03/2025, au profit de la société CMM, pour des travaux de réparation du BD6 au niveau de la passerelle du silo 2 et du TC3 au niveau de



<p>la cave (avec disqueuse, meuleuse) n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection.</p> <p>Ces 2 permis sont distincts et indiquent la validité du permis de feu. Il précise la date et l'heure de début des travaux, de fin des travaux et du contrôle post travaux après 2h.</p> <p>La vérification des travaux est réalisée 2 fois par l'exploitant (à la fin et 2h après) dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques.</p> <p><b>Constat : Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 15 : Système de détection automatique d'incendie et alarme**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/07/2006, article 4.3.1 et 4.3.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques et moyens de lutte</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>4.3. Prévention des risques et moyens de lutte</p> <p>4.3.1 Détection</p> <p>Les magasins de stockage sont pourvus de système de détection automatique d'incendie ou de combustion par détecteurs de fumée, de chaleur ou de gaz. Le type, le nombre et l'implantation des détecteurs sont déterminés en fonction de la nature des engrais entreposés. Ils sont conformes aux normes en vigueur et vérifiés tous les ans. Ce système de détection n'est pas requis pour les aires de stockage à l'air libre ou pour les stockages possédant au moins deux faces ouvertes en permanence sur l'extérieur.</p> <p>4.3.2 Moyens de lutte contre l'incendie</p> <p>L'exploitant s'assure de la maîtrise de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et notamment :</p> <p>[...]</p> <p>-d'un système d'alarme incendie relié au système de détection défini au point 4.3.1 ;</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b><u>Inspection du 03/06/2025 :</u></b></p> <p>Le système de détection automatique d'incendie du magasin de stockage des engrais n'est pas fonctionnel. Le système d'alarme incendie relié au système de détection ne fonctionne pas.</p> <p>Par ailleurs, le jour de la visite, suite à un incident (absence de réseau), le site est isolé au niveau informatique.</p> <p><b><u>Réponse de l'exploitant :</u></b></p> <p>Par courriel daté du 05/06/2025, l'exploitant indique à l'inspection que " le système a été remis en fonction et le dysfonctionnement provenait d'un disjoncteur dans le tableau électrique. "</p> <p>L'inspection prend note de la remise en service du système de détection automatique d'incendie et du système d'alarme incendie.</p> <p>Le constat du 3 juin 2025 met en évidence l'absence de vérification quotidienne du bon fonctionnement de l'installation par l'exploitant. Outre cet aspect, le défaut technique n'a pas fait l'objet d'une information de l'exploitant via le système de report d'alarme.</p> <p><b><u>Constat :</u></b></p> <p>- L'absence de fonctionnement du système de détection automatique d'incendie du magasin engrais et de report d'alarme associé, ne fait pas l'objet de contrôle de l'exploitant et/ou de son information.</p>

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 30 jours</p>